

LA TOLÉRANCE RELIGIEUSE DANS LES ÉTATS CONTEMPORAINS

Tolérance religieuse et orthodoxie

par Nicolas Lossky,
professeur émérite de l'Université Paris X - Nanterre

On m'a demandé de parler, du point de vue de l'orthodoxie, de la tolérance religieuse dans les États contemporains. C'est un problème aujourd'hui complexe. Aussi est-il nécessaire de remonter loin dans l'histoire afin de comprendre à partir des principes de base.

Il existe chez les orthodoxes une conception traditionnelle, voire idéale, du rôle de l'Église dans un État. Ceci remonte au début du christianisme : toute tribu peut être sanctifiée par l'annonce de la Bonne Nouvelle, de l'Évangile, avec respect de la langue, de la culture locale. Cela revient à dire que l'Église a pour rôle d'être une conscience, donc d'être parfois critique, d'un pays ou d'un territoire, car la conception de l'Église orthodoxe est essentiellement territoriale. C'est pourquoi d'ailleurs les orthodoxes n'aiment pas beaucoup l'expression du Cardinal Ratzinger d'« Église particulière ».

Dans l'idéal, rarement atteint, il y a le moment où les pays deviennent chrétiens lors de la période constantinienne. À partir de là, le prince devient le protecteur de l'Église catholique, orthodoxe, et cette situation perdure au-delà de la rupture entre l'Orient et l'Occident. Il y a donc protection, c'est-à-dire tolérance. Cependant, comme on sait, quelquefois cela se traduit par du césaropapisme, parfois et même souvent par l'intolérance absolue à l'égard des « hérétiques », (que ce soit des déviations à l'intérieur de l'Église ou que ce soit des juifs à certaines époques). Cela dit, l'antisémitisme apparaît tardivement en Russie, au XIXe siècle, il n'est pas omniprésent dans les gènes des Russes et des Polonais, comme beaucoup le croient.

Puis il y a la montée des États souverains au XVIe siècle et la montée des Nations, au sens contemporain du terme, qui engendre le nationalisme. Du coup se développe dans l'orthodoxie un changement de cet idéal où l'Église doit être la conscience parfois critique de la société. On se dirige vers une identification de l'Église locale avec l'État souverain. Parfois cette identification est quelque peu forcée et donne lieu à un « loyalisme » servile. Apparaissent les Églises nationales. Cette notion est contraire à l'ecclésiologie traditionnelle de l'Église locale qui est territoriale et non pas nationale (cf. 1 Cor. 1, 2 : « L'Église de Dieu qui est à Corinthe... »). Le nationalisme a été condamné dans l'Église orthodoxe en 1872 à Constantinople comme une hérésie sous le nom de « phylétisme » (du grec « phyle » = tribu, ethnie) : c'est l'identification du christianisme à une ethnie, une tribu ou une langue particulières. Tous les orthodoxes ont reconnu cette condamnation comme étant juste. Tous condamnent cette hérésie, mais malheureusement, beaucoup la pratiquent quotidiennement sans s'en rendre compte.

LA TOLÉRANCE RELIGIEUSE DANS LES ÉTATS CONTEMPORAINS

La tolérance religieuse, tout naturellement, est différente d'un État à un autre, avec le développement de cette identification des Églises avec les États nationaux. Quelques exemples pour illustrer ces différences : l'Église d'Antioche a comme territoires la Syrie et le Liban souvent en guerre. Les deux États sont obligés de tolérer cette Église, à cause du pluralisme religieux. Cette Église est proche de ce que devrait être l'orthodoxie idéale car elle demeure territoriale au sens propre. Ailleurs, il y a donc identification « Église-État », ce qui résulte en une situation que l'on pourrait qualifier de « plurielle ».

Venons en à cette réalité « plurielle ». Les Églises les plus intolérantes, on le comprendra aisément, sont celles du bloc de l'Est à très grande majorité orthodoxe. Ces pays ont connu l'intolérance absolue. La Russie est un bon exemple : jusqu'en 1941, il y a eu une persécution ouverte terrible qui a commencé avec Lénine et qui a continué avec Staline. Cette persécution a concerné toutes les Églises, mais l'Église orthodoxe était concernée au premier chef étant une survivance de l'Ancien Régime. Pierre le Grand, ayant supprimé le patriarcat, avait instauré un synode, pour diriger l'Église, à la tête duquel se trouvait un ministre nommé par le tsar. Cette Église était donc doublement à détruire : comme croyance et comme institution. Puis il y a eu une trêve lorsque Staline a compris que l'Église lui serait utile pour développer le nationalisme, levier qui permettrait de défendre le territoire contre l'invasion allemande. N'oublions pas que Staline était un ancien séminariste, il savait ce que l'Église pouvait représenter. Il a libéré beaucoup d'évêques et de prêtres emprisonnés et a laissé à l'Église orthodoxe un répit, mais pour l'utiliser à des fins nationalistes, et ce jusqu'à sa mort. Ensuite les persécutions reprennent avec Khrouchtchev, jusqu'à l'utilisation par Andropov des asiles psychiatriques où l'on enfermait les croyants en les rendant fous à coups d'injections. Cette situation dure jusqu'en 1988/1989, millénaire du baptême de Vladimir : le tournant a été total dans l'attitude de l'État vis-à-vis de l'Église orthodoxe.

Aujourd'hui en Russie, nous traversons indiscutablement une période de tolérance sur certains plans, mais avec un désir assez net de manipulation. Ce désir est très discret du côté de l'État, en tout cas avec M. Poutine. Mais l'Église est habitée de plusieurs courants assez contradictoires.

Il en existe un en faveur d'une laïcité à la française, représentée en privé par le Patriarche Alexis II. Ce dernier m'a longuement interrogé sur cette notion qui, bien évidemment, est intraduisible en russe. Je lui ai expliqué qu'il s'agissait d'une séparation réelle entre l'Église et l'État et la liberté d'expression pour l'Église.

Malheureusement, il y a d'autres courants qui se montrent nostalgiques d'une Église d'État. Dans les mille ans qu'a duré l'Église orthodoxe, il n'y a jamais eu réellement séparation de l'Église et de l'État. Un de mes amis évêque orthodoxe m'a dit un jour qu'en URSS l'État était séparé de l'Église, mais pas l'inverse. Et bien sûr cela signifiait dans son esprit que l'Église était l'otage du pouvoir politique. La nostalgie pour une Église d'État est la nostalgie d'une

LA TOLÉRANCE RELIGIEUSE DANS LES ÉTATS CONTEMPORAINS

Église impériale et des rapports “excellents” que les nantis et les privilégiés entretiennent avec le gouvernement soviétique. Autrement dit, il y a une tendance au rétablissement de l'État antérieur. De même, certains orthodoxes sont séduits par l'idée que M. Poutine veut rétablir le drapeau impérial, le drapeau rouge arborant l'aigle à deux têtes.

Des tensions se font jour entre ces différents courants. C'est la raison pour laquelle le Patriarche n'est plus en mesure de parler aussi librement qu'il y a trois ou quatre ans. Il est entouré par quelques personnes fanatiques, nationalistes et intolérantes qui influent sur lui. Le Patriarche est très isolé. Lorsqu'il est invité par M. Poutine aux cérémonies officielles, il est le seul représentant religieux, car les autres ne sont pas invités. Certains courants de l'Église ont donc très nettement tendance à revenir à une attitude de servilité vis-à-vis du pouvoir.

La situation est très différente en d'autres points de cet Empire éclaté, pour reprendre l'expression de Mme Hélène Carrère d'Encausse. L'Ukraine connaît une tout autre situation ; il y a une Église orthodoxe canonique et deux autres autoproclamées, sans parler des gréco-catholiques qui sont souvent alliées avec certains non-canoniques pour des raisons politiques : l'antirussisme et le nationalisme ukrainien. Le président de l'Ukraine a tendance à soutenir les dissidents, pas l'Église canonique qui fait partie de la grande Église de Russie tout en étant absolument autonome.

L'Église de Biélorussie est privilégiée dans la mesure où le président favorise l'Église orthodoxe, et aussi l'Église catholique d'ailleurs. C'est le seul endroit de cette région de l'Europe où les relations entre catholiques et orthodoxes sont bonnes. Il a autorisé et encouragé la mise en place d'une faculté de théologie orthodoxe au sein de l'Université d'État de Minsk. J'ai enseigné dans cette Faculté et j'ai pu me rendre compte des très bons rapports entre orthodoxes et catholiques qui organisent ensemble des colloques et des rencontres.

Le cas de l'Église de Grèce est spécial. C'est une Église d'État. La grande majorité des chrétiens étant orthodoxes il y a une certaine tolérance vis-à-vis de ces derniers. Il faut ajouter que ce serait plutôt l'Église qui ferait preuve d'une certaine intolérance vis-à-vis des autres religions. Cependant l'Église de Grèce connaît actuellement une tension à propos d'une éventuelle séparation de l'Église et de l'État. Tout le monde est certainement au courant de la discussion concernant la mention de la « religion » dans la carte d'identité. Ce point dénote aux yeux d'un grand nombre une limitation de la tolérance. La carte d'identité est considérée par beaucoup comme un symbole des problèmes en cours. Tant que l'Église demeure une Église d'État, il est difficile de parler d'une véritable tolérance vis-à-vis de la religion.

Enfin il est intéressant de souligner que la tolérance des États envers l'Église Orthodoxe est surtout sensible (laissant de côté les États-Unis) là où les Orthodoxes sont extrêmement minoritaires. Les meilleurs exemples de cette situation sont certainement la Finlande et la Belgique. Non seulement il y a

LA TOLÉRANCE RELIGIEUSE DANS LES ÉTATS CONTEMPORAINS

tolérance pour toutes les religions y compris les Orthodoxes, mais il y a aussi soutien : le clergé orthodoxe comme le clergé d'autres églises est payé par l'Etat et les édifices, lieux de culte, etc. sont entretenus. Il est donc avantageux d'être orthodoxe en Finlande ou en Belgique !